

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUIN 1926.

Proposition de loi tendant à abroger l'arrêté-loi du 5 avril 1916 supprimant, pour le militaire puni disciplinairement, la faculté de recours devant le Conseil de guerre ou la Cour militaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Pendant la période de guerre, différents arrêtés-lois ont modifié des lois existantes, à raison des circonstances exceptionnelles du moment. Depuis l'armistice, des décisions législatives sont intervenues pour supprimer l'effet desdits arrêtés-lois et remettre en vigueur les prescriptions abrogées momentanément.

Mais il n'en a pas été de même jusqu'à présent pour un arrêté-loi daté du 5 avril 1916, qui a supprimé des garanties effectives assurées aux militaires de toutes catégories contre tout abus d'autorité et tout acte arbitraire d'une autorité supérieure. Ledit arrêté-loi reste toujours en vigueur et son application, lors de cas récents, a soulevé quelque émotion dans les milieux militaires.

C'est pourquoi la présente proposition tend à abroger l'arrêté-loi du 5 avril 1916 et à rétablir les articles 15, 16, 17 et 18 du Code de procédure pénale pour l'armée de terre, publié par arrêté du prince-souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, en date du 20 juillet 1814 et rendu applicable aux troupes belges par arrêté du 21 août de la même année.

. . .

Les articles abrogés par l'arrêté-loi du 5 avril 1916 étaient d'une importance capitale pour l'armée d'un pays où il n'existe pas de Conseil d'État. Ces articles empêchaient l'arbitraire, car une plainte par la voie hiérarchique a, de tout temps, présenté infiniment moins de garantie que l'examen par un conseil composé de membres n'ayant pas d'intérêt personnel en la circonstance.

En effet, on peut dire qu'un chef est toujours porté à donner raison à un de ses subordonnés qui aurait puni un inférieur qui réclamerait.

Un supérieur a, en outre, un réel intérêt moral à cacher que, dans son commandement, un de ses inférieurs punit ses subordonnés à tort ou à la légère, attendu que le fait rejaillit toujours, dans une certaine mesure, sur le supérieur

en question. Dès lors, et c'est humain, ce supérieur qui entend un plaignant se trouve porté naturellement à déclarer les réclamations non fondées et à frapper disciplinairement tout réclamant.

C'est pourquoi, et très sagement, les articles 15 à 18 du Code de procédure militaire de 1814 avaient édicté les prescriptions ci-après :

ART. 15. — Si le détenu (lire le militaire puni disciplinairement ou mis aux arrêts et non puni disciplinairement, c'est-à-dire non reconnu coupable ensuite) se trouve lésé soit par l'arrestation, soit par la peine qui lui est imposée, en sorte qu'il pense avoir été arrêté à tort, ou puni innocemment ou trop sévèrement, il pourra en porter sa plainte et demander même que l'affaire soit examinée dans un Conseil de Guerre.

ART. 16. — Lorsqu'on aura demandé l'examen d'un Conseil de Guerre à l'effet que dessus, l'officier commandant ne pourra le refuser, pourvu que le plaignant reste en état d'arrestation ou qu'il s'y remette avant tout s'il a déjà été relâché.

ART. 17. — Le Conseil de guerre devra ensuite examiner l'affaire; et s'il trouve que le plaignant est fondé dans sa plainte, il aura soin que le tort qui lui aura été fait soit convenablement redressé.

ART. 18. — Mais, lorsque le Conseil de guerre aura trouvé la plainte tellement dénuée de fondement ou de solidité qu'elle ne puisse être attribuée qu'à une extrême irrévérence, le plaignant en sera puni conformément à la loi (lire la loi sur la discipline militaire).

* *

Il suffit de lire attentivement le texte de ces articles pour constater qu'ils sont, contre l'arbitraire des chefs, un frein bien plus sérieux que l'éventualité d'une réclamation d'un subordonné par la voie hiérarchique, réclamation que tout chef considère d'avance comme devant échouer.

Il a fallu le trouble de la guerre pour faire perdre de vue les avantages moraux immenses que les articles 15, 16, 17 et 18 précités avaient apporté à l'armée, en y rendant les punitions injustement infligées difficiles à maintenir en cas d'appel de l'intéressé à une Commission d'examen désintéressée, celle-ci étant le Conseil de guerre ou la Cour militaire suivant le grade du supérieur ayant puni. (Le Conseil de guerre statuait en cas de réclamation sur le bien-fondé de la punition si c'était un officier subalterne qui avait puni ou fait arrêter son inférieur. Et c'était la Cour militaire qui statuait si le chef, ayant puni ou fait arrêter à tort son inférieur, était un officier supérieur ou plus élevé en grade.)

* *

Pour justifier la proposition d'abrogation de ces articles de la loi, si précieux pour l'armée, mais que l'Administration centrale, férue d'absolutisme chercha toujours à supprimer, le rapport au Roi qui avait proposé cette suppression invoqua l'avis d'une vieille Commission créée à l'époque du remplacement et où seuls les fils de pauvres gens servaient dans l'armée. Pour cette Commission, évidemment les enfants du peuple qui ne pouvaient rassembler 1,800 francs n'étaient pas dignes de rester garantis contre l'arbitraire : celui-ci est d'une puissance telle à l'armée que, si l'on supprime le contrepoids des articles 15 à 18 précités, le malheureux traqué par un chef malveillant ou injuste n'a plus guère que la ressource du suicide, dans un moment d'affolement.

* * *

Il s'agit de restituer à l'armée une garantie contre l'arbitraire qui lui fut retirée à la faveur de l'état de guerre.

Voici les arguments présentés dans le rapport au Roi :

L'ancienne Commission proposait d'arracher aux soldats belges la garantie contre l'arbitraire constituée par les articles 15 à 18 dont elle proposait la suppression sous le prétexte que semblable garantie n'existait pas dans l'armée allemande ni dans l'armée française, et la Commission omettait de dire que de telles garanties existent dans toutes les armées du nord de l'Europe — sauf en Russie où régnait le knout et en Allemagne la schlague — et elle oubliait que les garanties des articles 15 à 18, ou des garanties analogues, étaient conformes aux tempéraments des peuples du Nord qui les avaient inscrites dans leurs codes militaires.

Les autres arguments de la Commission, repris en 1916, étaient les suivants :

1° Que des militaires peuvent recourir au Conseil de guerre pour faire statuer sur le bien-fondé d'une punition et agir ainsi à l'instigation de personnes étrangères à l'armée au lieu de recourir à l'échelon hiérarchique.

Or, pareille chose ne s'est jamais vue dans l'armée belge et il n'y a aucune indication qu'elle puisse se présenter à l'avenir. Ce n'est pas une intervention étrangère qui influencera la Commission (Conseil de guerre ou Cour militaire statuant sur la réclamation).

2° Qu'un recours contre la décision d'un chef ne devrait pas impliquer une plainte contre cette autorité.

Il est à remarquer que, dans les règlements sur le service intérieur dans l'armée et la discipline, il y a tout un chapitre traitant des réclamations, c'est-à-dire des plaintes de la part des subordonnés se trouvant lésés par des actes de leurs supérieurs. C'est-à-dire qu'il s'agit là de plaintes contre des supérieurs hiérarchiques. Mais ces plaintes par la voie hiérarchique présentent beaucoup moins de garanties d'impartialité et c'est sans doute pourquoi le rapport de l'ancienne commission aurait voulu ne laisser subsister que la réclamation par la voie hiérarchique et faire supprimer l'examen par des commissions composées d'hommes non intéressés à la question qu'ils doivent juger.

3° Que le militaire qui n'obtenait pas gain de cause au Conseil de Guerre ou à la Cour militaire était puni.

Singulier argument, ce militaire étant puni également dans la même occurrence par la voie hiérarchique qui lui offrait beaucoup moins de garanties d'indépendance du jugement.

4° En substance que toute réclamation, toujours d'après cette ancienne commission, étant en elle-même un acte irrévérencieux, il fallait en diminuer le caractère irrévérencieux en supprimant la garantie de l'appel devant le Conseil de Guerre ou la Cour militaire.

Un tel argument se refute par lui-même.

5° Que le système méconnaissait la tradition d'après laquelle un militaire se considérant comme puni à tort devait réclamer par la voie hiérarchique.

Cet argument était une contre vérité, attendu que lors de la suppression des précieux articles 15, 16, 17, 18 il y avait 102 ans — *ce qui constitue sûrement*

aussi une tradition — que ces articles abritaient les militaires belges contre les actes malveillants et arbitraires.

6° Que l'examen des affaires disciplinaires se passant à huis-clos, il y avait une inconséquence de la part d'un plaignant à recourir en appel aux tribunaux militaires, alors qu'il n'y avait pas de publicité de débats, ni de débats contradictoires, ni intervention d'avocat. Et que la jurisprudence n'avait pas accepté de publicité sur des débats relatifs à des faits intimes de l'armée.

Cet argument est singulier. Pourquoi, si l'appel au Conseil de Guerre ou à la Cour militaire n'offre soi-disant aucun avantage aux plaignants, quant à l'impartialité du juge, pourquoi vouloir supprimer cela aux plaignants alors que ceux-ci sont au contraire d'avis que, nonobstant le manque de publicité et l'absence d'un défenseur, ils ont néanmoins encore beaucoup plus de chance de rencontrer l'équité au Conseil de Guerre ou à la Cour militaire, même jugeant à huis-clos, qu'en s'adressant à la voie hiérarchique.

7° Que c'est encore une inconséquence d'autoriser l'appel devant les tribunaux militaires au sujet des punitions disciplinaires, alors que cet appel n'est pas permis contre les mesures disciplinaires, lesquelles sont plus graves que les punitions.

Cet argument revient à dire que si les militaires n'ont le droit d'appel que pour les punitions et pas pour les mesures administratives disciplinaires, il faut l'enlever pour les punitions. Or, il est évident que les mesures administratives suivent les punitions et que le droit d'appel contre les punitions devant le Conseil de guerre et la Cour militaire, est un droit d'appel préventif à l'égard des mesures disciplinaires, puisque celles-ci ne peuvent être que la conséquence de la punition disciplinaire devenue définitive.

Mais il y a plus : l'appel contre les mesures disciplinaires illégalement infligées existe en France et en Allemagne. C'est le recours au Conseil d'État en France ou aux tribunaux administratifs en Allemagne; et là, toute une procédure très sérieuse intervient avec intervention d'avocats.

Comme on le voit, le désir de supprimer la garantie de faire statuer en appel sur les punitions disciplinaires amenait la Commission à invoquer des arguments qui, manifestement, se retournaient contre son propre raisonnement.

8° La Commission terminait en disant que si, en modifiant l'institution actuelle, c'est-à-dire les articles 15, 16, 17 et 18 alors encore en vigueur, on créait un véritable recours en appel n'emportant pas l'incrimination du supérieur, on rencontrerait d'autres difficultés : que la décision d'un colonel, d'un général ou d'un ministre serait réformée par des capitaines ou des lieutenants.

Cet argument est étrange : si l'on trouve qu'à modifier la situation existante grâce aux garanties des articles 15, 16, 17 et 18 et à organiser autre chose il y aurait inconvénient, pourquoi dès lors vouloir supprimer les garanties centennaires existant grâce auxdits articles contre l'arbitraire dans l'armée ?

Par ces articles, la jurisprudence adoptée exige que le Conseil de guerre ou la Cour militaire soit composée d'officiers supérieurs en grade ou plus anciens, que celui ayant infligé la punition et qu'ils soient au moins ses collègues si c'est un ancien lieutenant général.

Comme on le voit, il ne s'agit aucunement de faire statuer par des capitaines ou des lieutenants sur une peine donnée par un général, et le dernier argument de la Commission est en réalité étranger à la cause.

En outre, avec la jurisprudence en usage, avec les articles 15, 16, 17 et 18, le chef n'est en cause qu'en cas d'abus de pouvoir ou de punition infligée par

malveillance, sinon la peine dont l'inférieur se plaint est jugée par un tribunal supérieur. Ce n'est pas parce que les seconds juges apprécient différemment que les premiers juges sont personnellement en cause. Ils ne peuvent le devenir que s'ils ont commis des abus graves.

Il en est de même ici, et c'est l'esprit de la loi, lorsque par application des articles 15, 16, 17 et 18, un inférieur demande qu'une peine disciplinaire soit examinée en appel par le Conseil de guerre ou la Cour militaire.

L'obligation imposée au militaire appelant de se mettre aux arrêts amène une grande réserve dans les appels qui ne se font qu'à bon escient. Les appels ne sont pas très fréquents; ils n'ont lieu que dans des cas sérieux où l'homme est en quelque sorte poussé vers le désespoir par la conviction de l'injustice qui lui est faite.

Les articles 15, 16, 17 et 18 constituaient donc contre l'arbitraire un frein précieux qu'il y a lieu de rétablir sans délai, surtout maintenant que tous les enfants du peuple passent sous les drapeaux.

Il faut que les familles aient des raisons d'avoir confiance; il faut qu'elles sachent que des garanties d'équité seront rétablies de façon à rendre les abus d'autorité ou les actes de malveillance difficiles.

C'est pourquoi le rétablissement immédiat des articles 15, 16, 17 et 18 s'impose avant même que ne soit adopté un nouveau code de procédure militaire.

C'est ce que demandent les meilleurs éléments de l'armée elle-même.

On ne peut invoquer que ces articles aient nui à la discipline, puisque celle-ci était très rigoureuse dans notre ancienne armée.

La faculté de recours a existé avec le service personnel depuis 1909, ce qui n'a aucunement augmenté le nombre de ces recours. Cette faculté a existé pendant les deux premières années de guerre et n'a été supprimée qu'à raison des circonstances spéciales créées par l'état de guerre. Celles-ci ont permis de faire triompher une thèse qui déjà s'était affirmée dans différents actes antérieurs ⁽¹⁾.

L'inexistence d'un Conseil d'État livre les militaires belges à l'arbitraire. Avec la paix, il faut supprimer dans l'armée le régime de cour martiale permanente établi pendant la guerre, et qui, s'il a pu trouver quelque justification à cette époque, ne se légitime plus actuellement.

C'est le but de la présente proposition.

VICTOR ERNEST.

(1) Voir les arrêtés-lois du 28 décembre 1915, l'arrêté royal du 27 janvier 1916 et l'arrêté-loi de la même date.

(b)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JUNI 1926.

Wetsvoorstel tot intrekking van het Besluit-Wet van 5 April 1916 waarbij aan den met een tuchtstraf gestraften militair het vermogen wordt ontnomen zijn verhaal uit te oefenen bij den Krijgsraad of bij het Krijgshof.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Tijdens den oorlog, hebben verschillende besluit-wetten de bestaande wetten gewijzigd op grond van de uitzonderlijke omstandigheden waarin men verkeerde. Na den wapenstilstand, heeft de wetgeving een einde gemaakt aan de toepassing van deze besluit-wetten en de tijdelijk opgeheven voorschriften weder van kracht gemaakt.

Maar hetzelfde werd nog niet gedaan voor een besluit-wet van 5 April 1916, dat de werkelijke waarborgen, aan de militairen van alle categorieën verzekert tegen elk misbruik van gezag en alle willekeurige daden van de hoogste overheid, opheft. Dit Koninklijk besluit blijft altijd van kracht, en de toepassing heeft bij eenige pas-gebeurde gevallen eenige ontroering verwekt in de militaire middens.

Daarom willen wij door dit voorstel het Koninklijk besluit van 5 April 1916 intrekken en weer van kracht maken de artikelen 15, 16, 17 en 18 van het Wetboek van Strafvordering voor het leger te lande, afgekondigd bij besluit van den Souverein en Vorst der Vereenigde Nederlanden, op 20 Juli 1814, en van toepassing gemaakt op de Belgische troepen bij besluit van 21 April van ditzelfde jaar.

. . .

De bij besluit-wet van 5 April 1916 ingetrokken artikelen waren van het grootste belang voor het leger van een land waar geen Raad van State bestaat. Deze artikelen beletten de willekeur, want eene klacht langs den hiërarchischen weg heeft te allen tijde veel minder waarborg opgeleverd dan het onderzoek door een raad samengesteld uit leden die geen persoonlijk belang in de zaak hebben.

Men mag inderdaad zeggen dat een overste altijd geneigd is gelijk te geven aan een van zijne ondergeschikten die een lagere militair heeft gestraft die daartegen bezwaar indient.

Een overste heeft er bovendien een wezenlijk moreel belang bij, te verbergen dat in zijn commando een ondergeschikte ten onrechte of lichtvaardig straffen

oplegt, daar het feit altijd in zekere mate op den betrokken overste terugslaat. Dienvolgens, en dit is menschelijk, is de overste, die den klager aanhoort, natuurlijk geneigd de bezwaren ongegrond te verklaren en den bezwaarindiener eene tuchtstraf op te leggen.

Daarom hadden de artikelen 15. tot 18 van het Wetboek van Militaire Strafvordering van 1814 zeer wijselijk het volgende bepaald :

ART. 15. — Wanneer de gevangene (*lees* : de militair met eene tuchtstraf gestraft, of in arrest gesteld en niet met eene tuchtstraf gestraft, d. w. z. achteraf niet schuldig erkend) benadceeld is hetzij door de aanhouding, hetzij door de straf die hem wordt opgelegd, zoodat hij oordeelt ten onrechte te zijn aangehouden, of onschuldig of te streng gestraft, kan hij daarover klacht indienen, en zelfs vragen dat de zaak onderzocht worde in een Krijgsraad.

ART. 16. — Wanneer men het onderzoek van een Krijgsraad tot het hooger aangegeven doel heeft aangevraagd, mag de bevelhebbende officier dit niet weigeren, op voorwaarde dat de klager in staat van arrest blijve of dat hij er zich vooreerst weder in stelle, indien hij reeds werd vrijgelaten.

ART. 17. — De Krijgsraad moet vervolgens de zaak onderzoeken; en stelt hij vast dat de klacht van den klager gegrond is, zorgt hij er voor dat het onrecht dat hem werd aangedaan op behoorlijke wijze hersteld worde.

ART. 18. — Wanneer echter de Krijgsraad vaststelt dat de klacht zoodanig van grond en betrouwbaarheid ontbloot is dat zij enkel kan toegeschreven worden aan een volstrekt gebrek aan eerbied, zal de klager gestraft worden overeenkomstig de wet (*lees* : de wet op de militaire tucht).

*
* *

Het volstaat den tekst van deze artikelen aandachtig te lezen om in te zien dat zij tegen de willekeur van oversten een ernstiger waarborg zijn dan de gebeurlijke klachtindiening van een ondergeschikte langs den hiërarchischen weg, klacht die elke overste op voorhand beschouwt als tot mislukking veroordeeld.

De oorlogsberoering was er noodig om te doen uit het oog verliezen welke groote zedelijke voordeelen de artikelen 15, 16, 17 en 18 aan het leger hadden geboden, door er het handhaven van de onrechtvaardig opgelegde straffen moeilijk te maken in geval van beroep van den betrokkene bij eene niet belanghebbende Commissie van onderzoek, te weten de Krijgsraad of het Krijgshof, volgens den graad van den overste die gestraft had. (De Krijgsraad deed uitspraak in geval van klacht over de gegrondheid van de straf wanneer het een lager officier was die zijn mindere gestraft of doen aanhouden had. Het Krijgshof deed uitspraak wanneer de overste, die ten onrechte zijn mindere gestraft of doen aanhouden had, een hoogere officier was, of hooger in graad.)

*
* *

Om het voorstel tot opheffing van deze artikelen van de wet, zoo belangrijk voor het leger, maar die het Middenbestuur met zijn geest van absolutisme altijd trachtte af te schaffen, te billijken, haalde het verslag aan den Koning, waarin deze opheffing werd voorgesteld, het advies aan van een oude Commissie, ingesteld ten tijde van de plaatsvervanging, toen alleen de zonen van de armen in

het leger dienden. Voor deze Commissie waren natuurlijk de kinderen van het volk, die geene 1,800 frank konden bijeenkrijgen, niet waardig om gewaarborgd te zijn tegen willekeur : deze is immers zoo machtig in het leger dat, wanneer men het tegenwicht van de artikelen 15 tot 18 afschaft, de door een kwaadwilligen of onrechtvaardigen overste vervolgte sukkelaar in een oogenblik van wanhoop geen andere uitkomst meer heeft dan de zelfmoord.

* * *

Het geldt hier aan het leger een waarborg terug te schenken die het werd ontnomen onder begunstiging van den staat van oorlog.

Ziehier de beweeggronden neergelegd in het verslag aan den Koning :

De voormalige Commissie stelde voor aan de Belgische soldaten den waarborg tegen de willekeur te ontnemen, die werd geschonken door de artikelen 15 tot 18, waarvan zij de afschaffing voorstelde onder voorwendsel dat een dergelijke waarborg niet bestond in het Duitsche noch in het Fransche leger; en de Commissie verzuimde te zeggen dat dergelijke waarborgen bestonden in al de legers van de Noordelijke landen van Europa, uitgenomen in Rusland — waar de knout — en in Duitschland — waar de schlague hoogtij vierden, en zij vergat dat de waarborgen van de artikelen 15 tot 18 of soortgelijke waarborgen overeenstemden met den aard van volkeren van het Noorden, die ze in hunne militaire wetboeken hadden geschreven. De andere argumenten van de Commissie, overgenomen in 1916, waren de volgende :

1° Dat de militairen hun toevlucht kunnen nemen tot den Krijgsraad om over de gegrondheid van eene straf uitspraak te doen en aldus handelen op aansporing van personen die vreemd zijn aan het leger, in plaats van hun toevlucht te nemen tot den hiërarchischen weg.

Welnu, iets dergelijks heeft men in het Belgisch leger nooit gezien en niets wijst er op dat het zich in de toekomst kan voordoen. Geene vreemde tusschenkomst zal de Commissie beïnvloeden (Krijgsraad of Krijgshof die uitspraak te doen hebben over de klacht).

2° Dat een verhaal tegen de beslissing van een overste niet zou moeten worden beschouwd als eene klacht tegen deze overheid.

Men moet inderdaad opmerken, dat in de reglementen op den inwendigen dienst en de tucht in het leger, gansch een hoofdstuk gewijd is aan de bezwaren, 't is te zeggen aan de klachten der ondergeschikten die benadeeld zijn door daden van hunne oversten. Met andere woorden, het geldt hier feitelijk eene klacht tegen hiërarchische oversten. Doch deze klachten die den hiërarchischen weg moeten opgaan, geven veel minder waarborg van onpartijdigheid, en ongetwijfeld was het daarom dat het verslag van de vroegere Commissie graag enkel den eisch langs hiërarchischen weg had laten bestaan en het onderzoek had willen afschaffen, dat gedaan wordt door Commissiën samengesteld uit personen die niet betrokken zijn bij de zaak welke zij moeten beslechten.

3° Dat de militair die geen gelijk haalde bij den Krijgsraad of bij het Krijgshof, gestraft werd.

Zonderling argument, daar die militair onder dergelijke omstandigheid ook gestraft werd langs den hiërarchischen weg die hem veel minder waarborg voor een onpartijdig oordeel bezorgde.

4° Vermits elke klacht — steeds volgens deze vroegere Commissie — op zich zelf eene oneerbiedige daad is, moest de oneerbiedigheid daarvan worden ver-

minderd met den waarborg van het beroep bij den Krijgsraad of het Krijgshof af te schaffen.

Dergelijke bewijsovervoering spreekt zich zelf tegen.

5° Dat het stelsel inbreuk maakt op het gebruik, volgens hetwelk een militair zich ten onrechte gestraft acht, zijn bezwaar moet indienen langs den hiërarchischen weg.

Dit argument komt in strijd met de waarheid, vermits bij de intrekking der waardevolle artikelen 15, 16, 17, 18, de Belgische militairen reeds sedert honderd en twee jaar door deze artikelen werden beschermd tegen kwaadwillige en willekeurige daden — *dit is toch ook wel een gebruik of traditie*.

6° Dat, vermits het onderzoek der tuchtzaken met gesloten deuren geschiedt, het vanwege den aanklager onlogisch is in beroep te gaan bij de militaire rechtbanken « vermits er geene bekendmaking is van debatten, noch er debatten zijn met tegenspraak, noch tusschenkomst vanwege den advocaat, en de rechtspraak geene bekendmaking aanneemt van debatten betreffende innerlijke zaken van het leger ».

Ook dit argument schijnt zonderling. Indien het beroep bij den Krijgsraad of bij het Krijgshof zoogenaamd geen voordeel oplevert voor de aanklagers, wat de onpartijdigheid van den rechter betreft, waarom dit dan weigeren aan de aanklagers, wanneer zij integendeel van meening zijn dat, ofschoon, bekendmaking en verdediger ontbreken, zij niettemin meer kans van onpartijdigheid ontmoeten in den Krijgsraad of bij het Krijgshof, zelfs zitting houdend met gesloten deuren, dan wanneer zij den hiërarchischen weg moeten opgaan.

7° Dat het nogmaals onredelijk is beroep toe te laten bij de militaire rechtbanken wanneer het tuchtstraffen geldt, terwijl dit beroep niet wordt geduld in zake tuchtmaatregelen die feitelijk van ergeren aard zijn dan tuchtstraffen.

Dit wil dus zeggen dat, indien de militairen slechts het recht van beroep hebben voor de tuchtstraffen en niet voor de tuchtmaatregelen op bestuurlijk gebied, men hun dit recht ook nog moet weigeren voor de tuchtstraffen. Nu, het is toch klaar dat de bestuursmaatregelen een gevolg zijn van de straffen en dat het recht van beroep bij den Krijgsraad of het Krijgshof in zake straffen het recht van beroep is van een beschuldigde tegenover de tuchtmaatregelen, vermits deze slechts het gevolg kunnen zijn van de tuchtstraf die eene eindbeslissing uitmaakt.

Er is echter meer : het beroep van de tuchtmaatregelen die wederrechtelijk werden toegediend, bestaat in Frankrijk en in Duitschland. In Frankrijk komt het beroep bij den Raad van State, in Duitschland bij de bestuursrechtbanken ; en daar bestaat op dit stuk eene zeer ernstige procedure met tusschenkomst van den advocaat.

Men ziet dus dat het verlangen om den waarborg van de uitspraak in beroep over de tuchtstraffen af te schaffen, de Commissie tot argumenten heeft geleid, die klaarblijkelijk tegen hare eigen redencering uitkeeren.

8° Om te sluiten, zei de Commissie, dat de wijziging van de bestaande instelling, d. i., de nog bestaande artikelen 15, 16, 17 en 18, en de invoering van een werkelijk recht op beroep dat niet de beschuldiging van den overste na zich sleept, andere moeilijkheden zou opleveren en dat de beslissing van een kolonel, een generaal of een minister zou herzien worden door kapiteins of luitenanten.

Die beweegreden is zonderling : zoo men van gevoelen is dat de wijziging van den bestaanden toestand, krachtens de waarborgen van artikelen 15, 16, 17, 18 en de invoering van iets anders, moeilijkheden opleveren, waarom wil men dan

de bestaande eeuwenoude waarborgen opheffen, die, dank zij gezegde artikelen, tegen willekeur in het leger bestaan?

Krachtens deze artikelen, vergt de aangenomen rechtspraak dat de Krijgsraad of het Krijgshof samengesteld wezen uit officieren die een hooger graad bekleeden of meer dienstjaren tellen dan die welke de straf opgelegd heeft; en dat zij ten minste zijne collegas zijn als het een oud luitenant-generaal geldt.

Zooals men ziet, is de bedoeling geenszins aan de kapiteins of luitenants toe te laten uitspraak te doen over straffen door een generaal opgelegd; de laatste beweegreden van de Commissie heeft, in werkelijkheid, niets te maken met de vraag.

Krachtens de bestaande rechtspraak en krachtens de artikelen 15, 16, 17 en 18, wordt bovendien de overste slechts aansprakelijk gesteld in geval van machtsmisbruik of van kwaadwillig opgelegde straf; anders wordt de straf, waarover de ondergeschikte klaagt, in hooger beroep gevonnist, zooals een rechterlijke beslissing bij een hooger rechtscollege aanhangig gemaakt wordt.

Het is niet omdat de tweede rechters anders over eene zaak oordeelen, dat de persoon der eerste rechters er bij betrokken is. Dit kan slechts gebeuren als zij zich aan erge misbruiken schuldig gemaakt hebben.

Hetzelfde geldt hier en zoo eischt het de geest van de wet, wanneer, bij toepassing van de artikelen 15, 16, 17 en 18, een ondergeschikte vraagt dat eene tuchtstraf in hooger beroep onderzocht worde door den krijgsraad of door het krijgshof.

De verplichting voor een militair die in hooger beroep gaat, zichzelf kamer-arrest op te leggen, geeft aanleiding tot een groote omzichtigheid in het gebruik van het recht op hooger beroep waartoe dan ook slechts met kennis van zaken wordt overgegaan. Hooger beroep heeft niet dikwijls plaats, slechts in ernstige gevallen, als de veroordeelde in zekere mate tot wanhoop gedreven is, door de overtuiging dat hem onrecht is geschied.

Artikelen 15, 16, 17 en 18 waren dus een kostbare rem tegen willekeur en men moet ze zonder verwijl opnieuw in werking stellen, nu vooral dat al de kinderen van het volk onder de vaandels komen.

Er moeten voor de gezinnen redenen zijn om vertrouwen te hebben; zij moeten weten dat waarborgen van billijkheid opnieuw zullen ingevoerd worden, ten einde machtsmisbruik of kwaadwilligheid te belemmeren.

Derhalve is het noodig de artikelen 15, 16, 17 en 18 dadelijk weer in werking te stellen, zelfs alvorens een nieuw wetboek van militaire rechtspleging aangenomen wordt. Dit is hetgeen door de beste legerelementen wordt gevraagd.

Men kan niet aanvoeren dat deze artikelen schadelijk waren voor de tucht, vermits deze in ons vroeger leger zeer streng was.

Het recht op hooger beroep bestond tegelijk met persoonlijken dienst sedert 1909, wat geenszins aanleiding gaf tot eene vermeerdering van het aantal gevallen waarin tot hooger beroep overgegaan werd. Dit recht bleef ook bestaan tijdens de eerste twee oorlogsjaren en het werd eerst afgeschaft, wegens bijzondere omstandigheden door den staat van zaken verwekt. Deze hebben toegelaten een stelling te doen zegevieren welke in onderscheidene vroegere handelingen op den voorgrond was getreden ⁽¹⁾.

(1) Zie de Besluit-Wetten van 28 December 1915, het Koninklijk besluit van 27 Januari 1916 en het Besluit-Wet van denzelfden datum.

Het niet bestaan van een Raad van State levert de Belgische militairen aan de willekeur over.

In vrede-tijd moest men in het leger het regime van den tijdens den oorlog opgerichten permanenten Krijgsraad afschaffen. In oorlogstijd kon het in zekere mate gebillijkt worden; thans is het behoud er van niet meer gerechtvaardigd.

Dit is het doel van onderhavig voorstel.

VICTOR ERNEST.

CHAMBRE
des Représentants.**KAMER**
der Volksvertegenwoordigers.

SÉANCE DU 24 JUIN 1926.

VERGADERING VAN 24 JUNI 1926.

Proposition de loi tendant à abroger l'arrêté-loi du 5 avril 1916 supprimant, pour le militaire puni disciplinairement, la faculté de recours devant le Conseil de guerre ou la Cour militaire.

Wetsvoorstel tot intrekking van het besluit-wet van 5 April 1916, waarbij aan den met een tuchtstraf gestraften militair het vermogen wordt ontnomen om zijn verhaal uit te oefenen bij den Krijgsraad of bij het Krijgshof.

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

Est abrogé l'arrêté-loi du 5 avril 1916, supprimant, pour le militaire puni disciplinairement, la faculté de recours devant le Conseil de guerre ou la Cour militaire.

Wordt ingetrokken het besluit-wet van 5 April 1916, waarbij aan den met een tuchtstraf gestraften militair het vermogen wordt ontnomen om zijn verhaal uit te oefenen bij den Krijgsraad of bij het Krijgshof.

En conséquence, les articles 15, 16, 17 et 18 du Code de procédure pour l'armée de terre, publié par arrêté du Prince-Souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, en date du 20 juillet 1814, et rendu applicable aux troupes belges par arrêté en date du 21 août de la même année, sont remis en vigueur.

Dienvolgens, worden de artikelen 15, 16, 17 en 18 van het Wetboek van Strafvordering voor het leger te lande, bekendgemaakt bij besluit van den Souvereinen Prins van de Vereenigde Provinciën der Nederlanden, gedagteekend 20 Juli 1814 en toepasselijk gemaakt op de Belgische troepen bij besluit van 21 Augustus van hetzelfde jaar, opnieuw in voege gebracht.

La procédure à suivre en matière disciplinaire sera la procédure ordinaire.

In tuchtzaken, wordt de gewone rechtspleging gevolgd.

VICTOR ERNEST.
MAURICE PIRMEZ.
A. VAN HOECK.
JOSEPH PIERCO.
ALBERT DEVÈZE.
H. VANDEMEULENBROUCKE.